

MÉMORANDUM

ELECTIONS FÉDÉRALES ET RÉGIONALES 2024

Ecosystème des installations
multifonctionnelles

En route vers la transition énergétique

- > Décarboner
- > Décentraliser
- > Digitaliser

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
QUI SOMMES-NOUS ?	7
NOS 3 PRIORITÉS : LES 3D	8
I. DÉCARBONER	
<i>Démocratiser la solution durable</i>	
1. Développer la fiscalité en faveur du chauffage durable	8
2. Déterminer la vitesse de croisière de la transition énergétique	10
3. Détecter les opportunités socio-économiques et exemplarité	11
4. Déployer la mobilité électrique, des solutions adaptées et de la flexibilité	14
II. DÉCENTRALISER	
<i>Délocaliser la production énergétique</i>	
1. Démocratiser l'accès aux solutions décentralisées	16
2. Développer les investissements dans les réseaux d'énergie renouvelable	17
III. DIGITALISER	
<i>Décliner transition énergétique et transition digitale</i>	
1. Défier l'avenir grâce à la numérisation.....	18
IV. LE « D » EN PLUS : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES	
<i>Déjouer la guerre des talents</i>	
1. Déployer de la main d'œuvre pour les nouveaux emplois « verts »	20
2. Développer les compétences	22
3. Décliner l'enseignement technique avec les besoins des entreprises	23
CONCLUSION	24



INTRODUCTION

L'objectif du Green Deal est clair : atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. L'innovation et le progrès technologique constituent donc la seule garantie de succès dans la lutte contre le changement climatique. La construction et l'électrification jouent un rôle très important à cet égard. De nouvelles constructions doivent être érigées sans utilisation de combustibles fossiles, avec une consommation d'énergie intelligente et flexible.

A côté de cela, une énorme « vague » de rénovations durables à grande échelle sera nécessaire. Pourquoi ? Parce que les bâtiments représentent environ 40% de la consommation d'énergie et 36% des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne. Cela signifie qu'au cours des dix prochaines années, les pays de l'UE devront rénover deux fois plus de bâtiments pour réduire leur consommation d'énergie.

La rénovation des bâtiments offre de nombreux avantages, et pas seulement sur le plan écologique. Cette démarche permet de réduire les factures d'eau et d'électricité, de créer de l'emploi localement et de stimuler les investissements indispensables à notre économie.

Plus de 220 millions de bâtiments de l'UE datent d'avant 2001. Ils pourront rester en place jusqu'en 2050. Cependant, ils ne sont pas adaptés au changement climatique (notamment la hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes). Des rénovations en profondeur seront donc nécessaires. Autrement dit, il s'agira d'améliorer d'au moins 60% la performance énergétique des bâtiments existants. Par rapport à aujourd'hui, le contraste est énorme : actuellement, la consommation d'énergie des bâtiments après une rénovation ne baisse que de 1% par an. Les rénovations en profondeur selon la nouvelle définition ne concernent pour l'instant que 0,2% des bâtiments. Dans un cas

sur cinq seulement, on observe une amélioration significative de l'efficacité énergétique.

La transition énergétique ne peut réussir sans la contribution de notre écosystème des installations multifonctionnelles.

Notre écosystème se compose des fabricants, distributeurs, installateurs et des entreprises chargées de la maintenance et de la gestion de l'énergie pour toutes les techniques installées dans les bâtiments, de l'électrotechnique au chauffage, en passant par la ventilation, la climatisation, la plomberie, l'éclairage, la sécurité, les batteries et les appareils électroménagers. Un écosystème de A à Z en somme.

L'époque où les entreprises et les particuliers envisageaient leurs installations sous un seul angle, installaient un appareil à la fois, est révolue. Face à la complexité et à la connectivité actuelles, cette approche « en silo » ne permet tout simplement pas, à terme, de rester compétitif.

Sous l'influence de la transformation numérique, les technologies convergent de plus en plus, la demande de connectivité augmente et le service continu gagne du terrain au détriment des achats ponctuels. Les réglementations en matière de climat et d'énergie sont sans cesse plus strictes, et les installations toujours plus interconnectées. Il est de plus en plus difficile de trouver suffisamment de collaborateurs qu'il faut ensuite former en continu.

Le paysage et les interactions entre les fabricants, distributeurs, installateurs et entreprises de maintenance technique et de gestion de l'énergie ont été redessinés de sorte que nous avons décidé de nous rassembler au sein d'une fédération unique : TECHLINK.

3 priorités pour l'écosystème des installations multifonctionnelles

Les élections constituent un moment important pour tous les niveaux de pouvoir (local, régional, fédéral et européen). C'est le moment adéquat pour renouveler les idées, optimiser ou confirmer des politiques, prendre de la hauteur et peut-être changer de point de vue. Quels que soient les résultats des votes, les élections apportent toujours un vent de renouveau.

En vue des élections de 2024, Techlink a défini 3 priorités pour le secteur des installations multifonctionnelles. Ce mémorandum a été élaboré sur base des

constats et analyses de notre écosystème et se veut une contribution aux débats politiques précédant les élections, et aux actions qui seront mises en place à l'issue de celles-ci.

Nos priorités s'articulent autour de 3 axes, les **3D** :

- **Décarboner**
- **Décentraliser**
- **Digitaliser (>Numériser)**



1. DÉCARBONER :

- **OBJECTIF** : Réduire les émissions de gaz à effet de serre en diminuant l'utilisation des aux énergies fossiles.
- **MOYENS** : Encourager l'utilisation d'énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, la biomasse et l'hydrogène. Favoriser l'efficacité énergétique et promouvoir des technologies propres.



2. DÉCENTRALISER :

- **OBJECTIF** : Déplacer la production et la distribution d'énergie vers une génération et un stockage plus locaux et décentralisés.
- **MOYENS** : Encourager les petites installations d'énergie renouvelable, comme les panneaux solaires résidentiels et les petites éoliennes. Favoriser les réseaux intelligents qui permettent une gestion plus efficace de l'énergie à l'échelle locale. Faciliter davantage les communautés énergétiques et le partage d'énergie.



3. DIGITALISER :

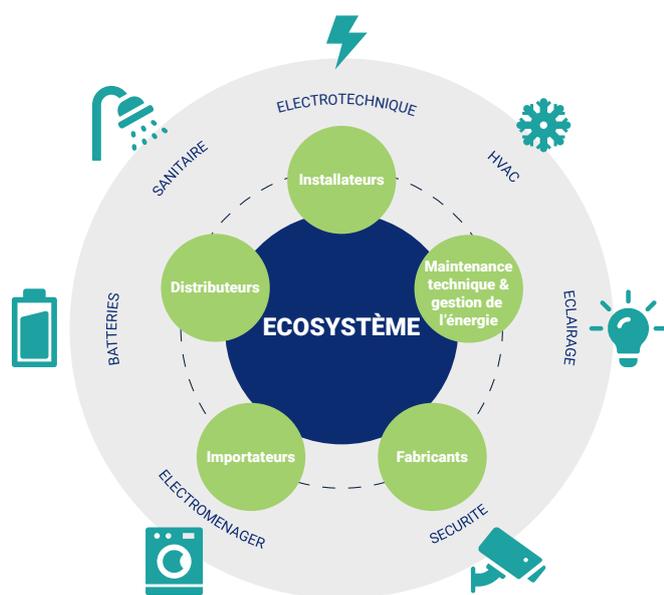
- **OBJECTIF** : Intégrer les technologies de l'information et de la communication pour optimiser la production, la distribution et la consommation d'énergie.
- **MOYENS** : Mettre en place des systèmes de gestion intelligents, des compteurs numériques intelligents et des nouvelles technologies pour surveiller et ajuster la consommation énergétique en temps réel. Utiliser des algorithmes et des analyses de données pour améliorer l'efficacité opérationnelle.



QUI SOMMES-NOUS ?

ECOSYSTÈME DES INSTALLATIONS MULTIFONCTIONNELLES

Techlink « *Linking Techniques* » est la fédération professionnelle belge des **fabricants, distributeurs, installateurs et entreprises actives dans le domaine de la maintenance technique et de la gestion de l'énergie** au sein de l'**écosystème des installations multifonctionnelles**.



► On parle d'un « **écosystème** » parce que ses différentes composantes sont étroitement liées et forment une chaîne complète : fabricants, distributeurs, installateurs et entreprises actives dans la maintenance technique et la gestion de l'énergie.

► On parle d'« **installations multifonctionnelles** » parce qu'elles couvrent plusieurs segments : l'électrotechnique, l'éclairage, la sécurité, l'automatisation, les infrastructures de recharge pour voitures électriques, les panneaux solaires, les appareils ménagers, le chauffage, la ventilation, le refroidissement, les installations sanitaires, la gestion de l'énergie, les appareils électroménagers et, bien sûr, les systèmes d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie.

Techlink défend les intérêts de **plus de 3 000 membres** et traduit les politiques européennes, nationales, régionales et locales en directives pratiques pour tous les acteurs de l'écosystème. Le maillage de ce paysage et l'interaction entre ces différents acteurs iront en s'intensifiant !



|| Notre objectif est d'unir les forces et les connaissances de tout un secteur afin de préparer notre Écosystème des installations multifonctionnelles à la transition énergétique.

Eric Piers
CEO de Techlink

NOS 3 PRIORITÉS : LES 3D

1. DÉCARBONER

Démocratiser la solution durable

Le processus de transition énergétique consiste à transformer le système énergétique actuel, largement basé sur les combustibles fossiles, en un système fonctionnant à 100% à l'aide d'énergies renouvelables. Cette volonté de passer à un système énergétique plus durable va en s'intensifiant.

Un système énergétique pleinement durable ne repose pas sur une solution unique, mais sur une intégration cohérente de solutions, dans lesquelles l'énergie est convertie en différents vecteurs énergétiques. **Pour atteindre les objectifs climatiques, l'énergie nécessaire doit provenir de sources renouvelables.**

Les technologies et les sources d'énergie renouvelable dont nous avons besoin pour la transition énergétique existent : panneaux photovoltaïques et thermiques, éoliennes, pompes à chaleur, réseaux de chaleur, bioénergie renouvelable, batteries, stockage thermique... La technologie numérique et la mobilité électrique joueront un rôle de plus en plus important à l'avenir. En effet, en combinant des sources variables telles que le solaire et l'éolien avec des sources d'énergie stables ou contrôlables telles que l'hydroélectricité, la biomasse durable, la

cogénération, la chaleur résiduelle et la géothermie, il est possible de **créer un bouquet énergétique complémentaire capable de répondre à tous nos besoins en énergie.**

Les énergies renouvelables sont bon marché et inépuisables, elles ne génèrent pas d'émissions directes et peuvent être produites localement, ce qui permet de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger et de créer des emplois et des richesses au niveau local.

Il est donc grand temps d'abandonner le système énergétique du passé et d'en venir à **un système plus dynamique, démocratique et intégré**, où les consommateurs deviennent des *consommacteurs*, à la fois producteurs et fournisseurs, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres d'une communauté énergétique. Mais pour ce faire, il est indispensable que les solutions durables soient plus attractives financièrement que les solutions non durables.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de résoudre certains problèmes tels qu'ils se posent aujourd'hui et qui constituent des défis dans la transition énergétique.

▶ DÉVELOPPER LA FISCALITÉ EN FAVEUR DU CHAUFFAGE DURABLE

PROPOSITION 1

Dans un approvisionnement en chaleur durable, il n'y a plus de place pour les combustibles fossiles. Vu les objectifs climatiques fixés par l'Europe, il est

très important d'accélérer la durabilité du chauffage des bâtiments. Cette accélération devra se faire en prenant de la vitesse dans de nombreux domaines. Pensons ici à l'isolation, aux pompes à chaleur 100% électriques, aux réseaux de chaleur, aux chaudières



solaires... En tout état de cause, les combustibles fossiles n'ont plus leur place dans un processus d'approvisionnement en chaleur durable.

En Belgique, les taxes et redevances relatives au renouvelable restent toutefois disproportionnées par rapport aux combustibles fossiles. Épinglons par exemple les pompes à chaleur qui nécessitent un investissement de rénovation plus important qu'une solution non durable. De ce fait, les ménages restent frileux par rapport à ce type d'investissement lors de leurs travaux de rénovation. Même s'ils désirent apporter leur petite pierre à l'édifice climatique, nombreux sont les Belges, particuliers ou entreprises, qui, face à des prix injustement taxés, continuent

d'opter pour des avantages plus intéressants sur le plan qu'en termes de durabilité.

Un taxshift sur les émissions de CO₂ ne diminue pas le soutien du public. En revanche, des interdictions sans les mesures de transition nécessaires le font. Il est nécessaire de rompre avec la tendance actuelle dans le système fiscal belge pour verdir la fiscalité et encourager la transition vers le chauffage électrique durable, tout en appliquant les mêmes règles au niveau interfédéral. Des outils tels que les accises et les coûts des obligations de service public sont un moyen de favoriser l'électricité par rapport aux combustibles fossiles.

NOUS PLAIDONS POUR QUE



les tarifs des énergies « propres » soient inférieurs à ceux des énergies fossiles. Cette mesure structurelle qui consiste à taxer moins l'électricité verte que les combustibles fossiles, rendra plus attrayante la solution énergétique la plus durable.



des incitants financiers soient également proposés pour favoriser les rénovations via des systèmes de chauffage durables ou qu'une refonte des primes qui encouragent la rénovation durable soit opérée.

PROPOSITION 2

Le coût de la transition énergétique peut être réduit grâce à une stratégie claire et une vision à long terme. Les autorités doivent garantir la sécurité des investissements sur le long terme pour les entreprises et les ménages et ne pas changer les règles du jeu en cours de route, comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le passé.

Aujourd'hui, un citoyen qui doit remplacer sa chaudière se pose inévitablement de nombreuses questions, car il ne sait pas à quelle sauce il pourrait être

manger dans les années à venir, tant le cadre légal n'est pas clairement défini. Par exemple, pendant combien de temps sera-t-il encore possible de remplacer une chaudière par une chaudière à gaz ou quand un système de chauffage durable tel qu'une pompe à chaleur deviendra-t-il plus intéressant sur le plan financier ?

La Belgique n'a pas une stratégie claire par rapport aux mesures incitatives ; il suffit de penser à la saga des certificats verts.

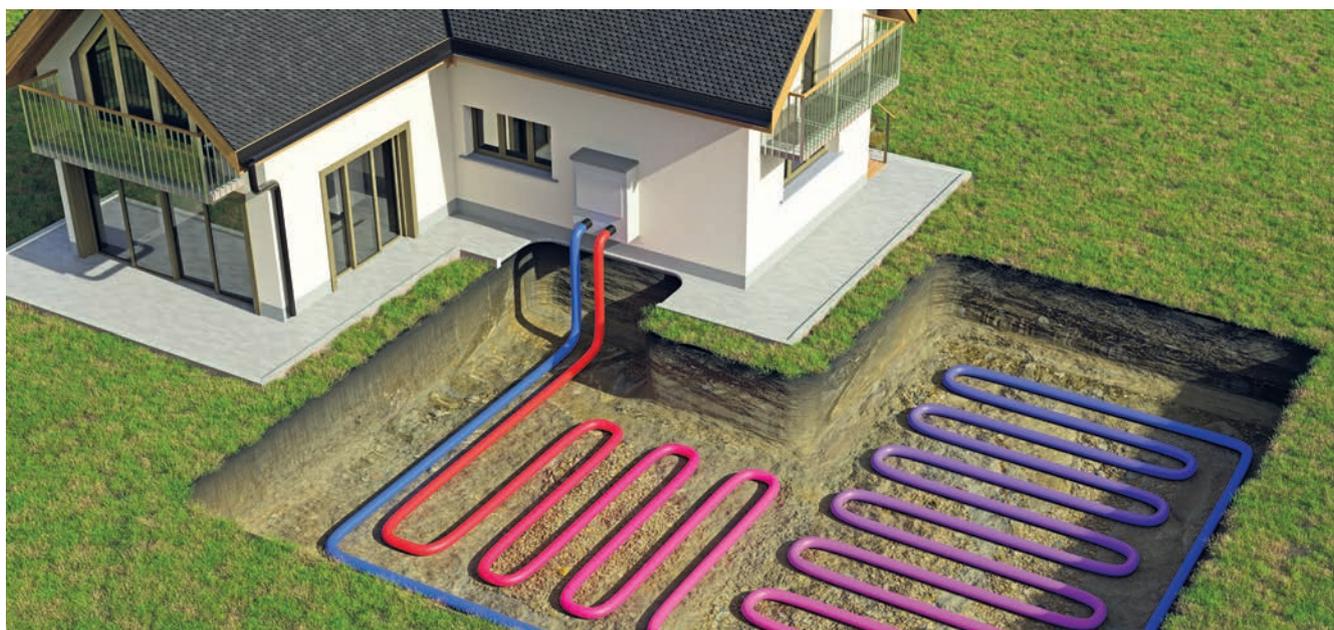
NOUS PLAIDONS POUR QUE



les politiques en faveur de solutions énergétiques durables soient traduites de manière concrète pour les consommateurs. Ne pas mettre en œuvre de mesures sans évaluer et coordonner l'impact des différentes mesures entre elles.



Élaborer une politique qui soit à la fois efficace et stable et surtout, ne pas modifier les règles du jeu en cours de contrat et remettre en cause les engagements de soutien pris par le passé.





PROPOSITION 3

La transition énergétique ne peut se faire sans électrification, offrant de nombreuses opportunités de marché pour le secteur des installations. Nous devons également profiter du momentum de la crise énergétique pour accélérer la transition énergétique. Les prix de l'énergie baissent à nouveau et il est difficile de prévoir ce que les prochains mois (hiver) nous réservent.... Ce qui ne facilite pas les décisions d'investissement.

D'un côté, il y a déjà des personnes désireuses d'investir dans l'amélioration de la performance énergétique de leur logement. Mais de l'autre, il y a un groupe qui a plus de difficultés à accéder à l'expertise et aux ressources nécessaires ; il faudra également fournir une assistance à celui-ci.

Les réseaux collectifs de chaleur et de froid au niveau des appartements, des complexes immobiliers ou des quartiers permettent de réduire l'investissement par fonction individuelle ou unité de logement tout en profitant de l'échelle de production, de distribution et d'entretien.

Pour concrétiser la transition énergétique, nous avons besoin de l'aide de toutes les parties prenantes et il doit y avoir une situation « win-win » pour chacune d'elles. Les fédérations professionnelles, en raison de leur connaissance et de leurs contacts avec les entreprises chargées du développement et de l'installation de solutions énergétiques (voir notre Écosystème), peuvent jouer un rôle important dans la mise en œuvre pratique de la transition énergétique en servant de catalyseur entre le gouvernement et la pratique.

NOUS PLAIDONS POUR QUE

✓ l'utilisation des énergies fossiles soit abandonnée plus rapidement afin de mieux armer les familles et les entreprises contre les risques liés aux prix élevés de l'énergie.

✓ une stratégie claire soit planifiée pour les ménages, les entreprises et ceux pour qui la transition est désormais trop lourde, afin d'impliquer tout le monde dans l'énergie verte et les carburants verts. Un soutien financier aux consommateurs moins fortunés est nécessaire pour que tout le monde ait accès à des solutions durables et abordables afin de concrétiser la transition énergétique.

✓ **Lead by Example** : les plans élaborés par le gouvernement pour rendre son propre patrimoine plus durable devraient être plus transparents et faire l'objet d'un suivi actif. En mettant également en œuvre la nouvelle obligation en matière d'énergie renouvelable sur le patrimoine des organisations publiques.

✓ le partage de l'énergie et les communautés énergétiques soient facilités.

✓ l'accent soit mis à la fois sur un accompagnement individuel et une approche collective en fournissant un cadre et des ressources telles que des maisons de l'énergie locales, par exemple.

✓ il soit donné pour mission aux fédérations professionnelles de créer un groupe de travail chargé d'évaluer les techniques d'installation et de faire des recommandations basées sur l'expertise et les connaissances pour proposer des solutions énergétiques efficaces et durables, afin que le gouvernement puisse mener une politique cohérente et intelligente. Prévoir également des ressources financières supplémentaires pour les fédérations professionnelles afin qu'elles puissent remplir cette mission.





▶ DÉPLOYER LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE, DES SOLUTIONS ADAPTÉES ET DE LA FLEXIBILITÉ

PROPOSITION 4

L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) estime que la production mondiale d'électricité devra être multipliée par 2,5 entre aujourd'hui et 2050, en partie grâce à une percée dans l'achat de véhicules électriques.

Pour poursuivre sur la bonne voie et atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, notre pays s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 47% d'ici 2030 par rapport à 2005. Pour atteindre cet objectif, nous réduisons l'utilisation des énergies fossiles en rendant le chauffage des bâtiments plus durable. La production d'électricité devra également être plus verte, ce qui nécessitera que la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de la Belgique passe à 34%. Une ambition pour laquelle seuls 21,7% sont concrétisés dans les plans actuels.

Pour y parvenir, il faudra également augmenter le potentiel des panneaux solaires afin de dépasser l'objectif national de 14,8GW d'ici 2030. Des barrières administratives et fiscales devront être levées en autorisant des capacités supérieures à 10 kVA, en réponse à la demande énergétique croissante par foyer due à l'essor des pompes à chaleur et des véhicules électriques.

L'électrification des véhicules prend déjà de l'ampleur, l'infrastructure de charge étant un élément crucial de la transition énergétique. La « charge intelligente » est considérée comme une solution pour maintenir l'équilibre du réseau en apportant de la flexibilité. Pour cela, plus de 200 000 points de recharge publics seront nécessaires d'ici 2030. Le choix d'une borne de charge particulière et son installation est une tâche qui incombe à l'installateur.

La borne de charge joue un rôle de plus en plus important dans les systèmes intégrés d'énergie renou-

velable. Par exemple, la combinaison de panneaux photovoltaïques et de bornes de charge pour VE se développe rapidement.

L'utilisation et le contrôle intelligents des VE et des pompes à chaleur sont la solution pour intégrer davantage d'énergie renouvelable dans le système électrique. Elles permettent aux exploitants de réseaux de planifier efficacement les investissements nécessaires et aux consommateurs de participer activement au marché de l'énergie. Pour ce faire, les VE peuvent être rechargés lorsque la production solaire ou éolienne est excédentaire et, en cas de pénurie, ils peuvent être réintroduits dans le réseau par l'intermédiaire de la technologie V2G (Vehicle-to-Grid). Toutefois, cela nécessite un pilotage actif, qui n'est possible que si l'infrastructure de charge est intelligente ET si les opérateurs de réseau adaptent également leurs modèles de marché en conséquence.

En Flandre, plus de 150 000 logements sont chauffés par des appareils de chauffage à accumulation électrique. Ce mode de chauffage n'est pas le plus rentable étant donné l'augmentation des prix de l'énergie et la suppression progressive du tarif de nuit exclusif (progressivement mis en place en Flandre, en Wallonie et dans la Région de Bruxelles-Capitale). Il est donc nécessaire de passer à l'utilisation d'une pompe à chaleur associée à des panneaux solaires, pour laquelle un plan d'action est nécessaire et auquel le groupe de travail des fédérations professionnelles peut également apporter une contribution significative.

Les systèmes de « *Customer Energy Management* » (CEMS) permettent de surveiller et d'optimiser la consommation d'énergie en contrôlant les appareils ménagers, les pompes à chaleur, les systèmes photovoltaïques, les bornes de charge... Cela permet de réduire le gaspillage d'énergie, de diminuer les pics de demande et de promouvoir l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

NOUS PLAIDONS POUR QUE

✓ un cadre politique avec des mesures claires soit mis en place pour accélérer le déploiement de l'électrification sur le marché privé et de l'infrastructure de charge. (=> Accélération du déploiement de l'infrastructure de recharge publique, mais avec une intégration intelligente de cette infrastructure).

✓ plus d'attention soit portée à la mise en œuvre dans les futurs plans VE des gouvernements à tous les niveaux. Les installateurs et les fabricants sont confrontés à des demandes de construction d'infrastructures de charge à grande échelle et doivent répondre à des questions administratives, techniques et de sécurité. Ici encore, le groupe de travail mentionné précédemment avec les fédérations professionnelles peut jouer un rôle important.

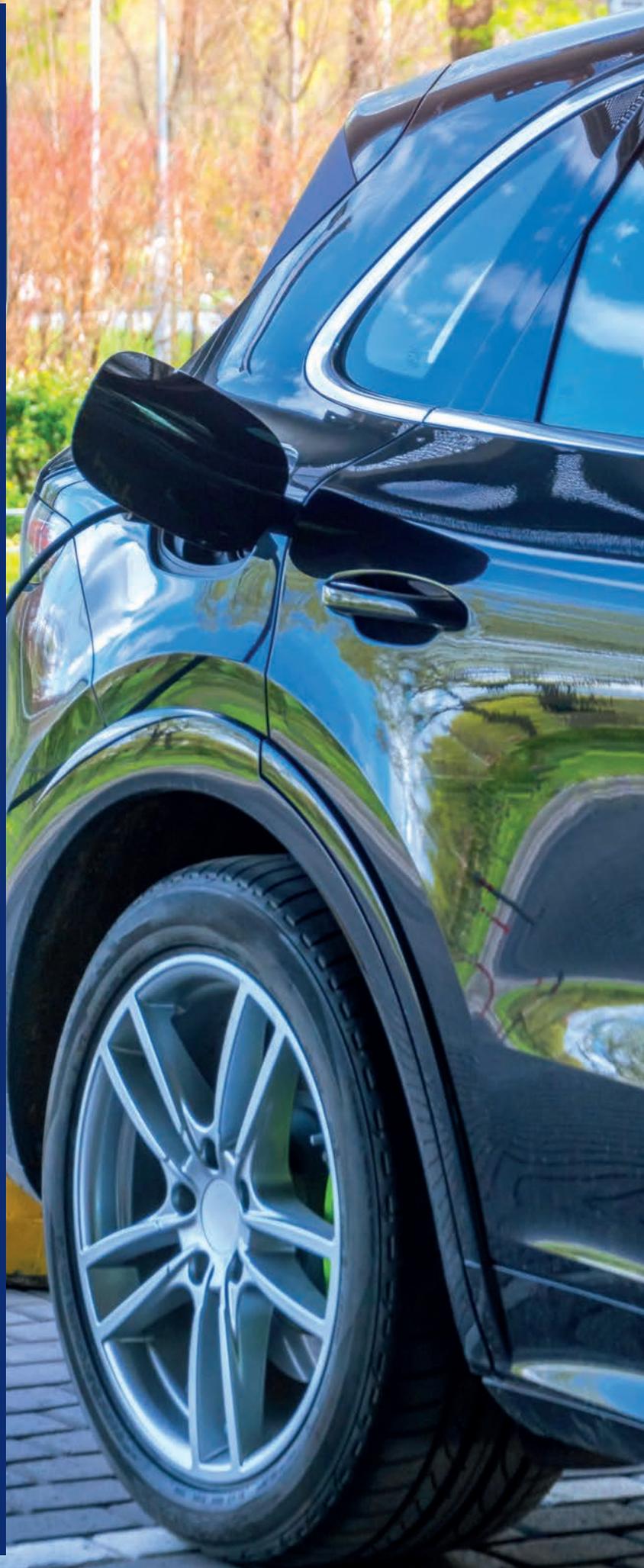
✓ promouvoir des technologies telles que les batteries de stockage et le V2G pour favoriser la flexibilité du stockage d'énergie. Pas d'administration supplémentaire pour ceux qui investissent dans un système de gestion durable de l'énergie.

✓ réformer les procédures d'autorisation et de recours pour les projets d'énergie renouvelable afin de réduire les délais à un maximum de 6 mois.

✓ la limite privée d'injection d'électricité passe de 10 kVA à 25 kVA. La limite de 10 kVA est souvent dépassée de manière spontanée en raison d'une consommation croissante et de l'introduction de batteries domestiques et du véhicule-to-grid. En conséquence, des consommateurs se voient inconsciemment pénalisés car ils sont contraints de tenir une comptabilité de TVA lorsqu'ils contractent avec le fournisseur pour leur injection.

✓ une incitation pour les entreprises soit développée afin qu'elles passent rapidement leur flotte de véhicules utilitaires légers à des VE, potentiellement via des achats groupés.

✓ un plan d'action soit élaboré pour la transition du chauffage par accumulateurs vers des solutions abordables et durables utilisant des sources d'énergie renouvelables.



2. DÉCENTRALISER

Délocaliser la production énergétique

La décentralisation émerge comme une pierre angulaire incontournable dans la révolution énergétique mondiale. Au cœur de cette transformation se trouve la volonté de rompre avec les modèles traditionnels centralisés de production et de distribution d'énergie. Ce second « D » de la transition énergétique incarne un changement fondamental dans la manière dont nous concevons, produisons et consommons l'énergie.

Il est essentiel d'explorer les dynamiques de la décentralisation énergétique, mettant en lumière les motivations, les opportunités et les défis qui accompagnent cette transition. De la montée en puissance des installations renouvelables locales à l'émer-

gence de réseaux énergétiques intelligents, nous plongerons dans un univers où la proximité devient synonyme d'autonomie énergétique. La décentralisation ne se limite pas à un simple réarrangement spatial, mais incarne un changement de paradigme, transformant la façon dont les communautés et les entreprises interagissent avec l'énergie.

La décentralisation contribue à la résilience énergétique, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'autonomisation des acteurs locaux. Bien plus qu'un concept, la décentralisation devient un catalyseur de changement, redéfinissant notre relation avec l'énergie et ouvrant la voie vers une ère énergétique plus durable et équitable.

► DÉMOCRATISER L'ACCÈS AUX SOLUTIONS DÉCENTRALISÉES

PROPOSITION 5

Les communautés d'énergie sont un concept très large qui est interprété différemment selon les régions. Elles peuvent également jouer un rôle social important. Elles permettent aux gens d'investir ensemble dans les énergies renouvelables et d'en partager les bénéfices.

Les communautés locales d'énergie peuvent également faciliter le stockage de l'énergie et les défis de la gestion de la demande, en impliquant les consommateurs et en les encourageant à utiliser ou à stocker l'énergie de manière efficace lorsque le soleil et le vent sont au rendez-vous.

NOUS PLAIDONS POUR QUE



le potentiel de croissance des communautés énergétiques et des parts d'énergie soit libéré. Le déploiement réussi des communautés énergétiques ne peut se faire que si les avantages se reflètent également dans les tarifs des réseaux.



les projets PV sur des immeubles d'appartements soient plus attractifs en ne calculant plus les taxes par compteur individuel. Actuellement, le partage d'énergie au sein d'un immeuble d'appartements coûte autant que celui entre deux appartements à Bruges et Hasselt.



l'impact des batteries de quartier et de leur utilisation pour soutenir le réseau de distribution basse tension soit examiné en éliminant les barrières tarifaires.

▶ DÉVELOPPER LES INVESTISSEMENTS DANS LES RÉSEAUX D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

PROPOSITION 6

Pour atteindre les objectifs climatiques, les réseaux thermiques, le stockage de l'énergie thermique et l'optimisation des installations des bâtiments joueront un rôle important pour accroître l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables et résiduelles dans l'environnement urbain.

Outre l'électrification de la demande de chaleur, 30

à 50% de celle-ci sera également satisfaite par les réseaux thermiques. Ces réseaux thermiques peuvent fournir à la fois de la chaleur et du froid collectifs durables. Ces réseaux thermiques peuvent être mis en place au niveau local, mais en les reliant entre eux ou en les connectant à d'autres réseaux d'énergie durable, il est possible de parvenir à une solution verte unique et globale.

NOUS PLAIDONS POUR QUE



le raccordement des bâtiments existants aux réseaux de chaleur soit stimulé et encouragé.



les demandes de permis pour les connexions au réseau soient facilités. Il s'agit également d'une nouvelle fonction pour les installateurs.



un soutien (local) en matière de communication, de conseil et d'aide aux citoyens soit instauré.



3. DIGITALISER

Décliner transition énergétique et transition digitale.



Le *Strategic Foresight Report 2022* de la Commission européenne met l'accent sur l'interconnexion entre transition écologique et transition numérique. Pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050, nous devons exploiter le pouvoir de la numérisation. Le rapport définit dix domaines d'action dans lesquels une synergie et une cohérence maximales entre les ambitions climatiques et numériques de l'Europe peuvent être réalisées.

Les technologies numériques sont un moyen de rendre les bâtiments plus confortables, de réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et de diminuer la facture énergétique. Il est nécessaire de connecter ces technologies. Par exemple, l'utilisation du BIM (Building Information Modelling) peut contribuer à une plus grande efficacité en matière de consommation d'énergie et d'eau en raison de l'impact de ce modèle sur les choix de conception et d'utilisation, et peut ainsi à terme réduire les coûts de maintenance.

PROPOSITION 7

La situation actuelle en matière de numérisation dans notre écosystème d'installations multifonctionnelles présente un mélange de progrès et de défis. Bien que des progrès aient été accomplis, la mise en œuvre des technologies numériques n'est pas encore aussi avancée que ce qui a été décrit précédemment. Plusieurs facteurs entravent une adoption plus large de la numérisation dans le secteur.

Les petites et moyennes entreprises d'installation en Belgique peuvent avoir du mal à mettre pleinement en œuvre les technologies numériques en raison des coûts et de la complexité que cela implique. L'investissement dans les nouvelles technologies, telles que les capteurs IoT, l'analyse des données et l'IA, peut s'avérer difficile pour ces entreprises en raison de leurs ressources financières limitées.

Autre obstacle : le manque d'expertise en matière de transformation numérique. Trouver du personnel ayant des connaissances et des compétences spécialisées, telles que l'analyse de données et la cybersécurité, peut être un facteur limitant pour la mise en œuvre de solutions numériques.

En outre, la culture de travail traditionnelle au sein de certaines entreprises d'installation technique joue un rôle. La peur de perturber les processus existants et la réticence au changement peuvent ralentir l'adoption des technologies numériques.

Pour promouvoir la numérisation au sein des entreprises d'installation technique en Belgique, il est essentiel que l'industrie reconnaisse et relève ces défis. Une collaboration entre le gouvernement, les associations industrielles et les entreprises d'installation est nécessaire pour développer un cadre stratégique visant à encourager l'innovation numérique. L'apport d'un soutien financier, de programmes de formation et d'une expertise en matière de transformation numérique peut aider les entreprises à récolter les fruits de la numérisation et à renforcer leur position concurrentielle.

Ainsi, grâce à des efforts ciblés, la Belgique peut conduire les entreprises d'installation technique vers un avenir numérique plus avancé et plus efficace dans les années à venir.

NOUS PLAIDONS POUR QUE

✓ des incitants financiers et des subventions telles que des réductions d'impôts, des subventions ou des prêts à faible taux d'intérêt soient mis en place pour encourager les entreprises d'installation à investir dans les technologies numériques.

✓ Faciliter les projets de recherche et d'innovation en collaboration avec les universités et les instituts de recherche. Impliquer les entreprises de notre écosystème dans l'exploration de nouvelles technologies numériques. Cela contribuera à la croissance de solutions innovantes dans le secteur.

✓ des subventions soient octroyées aux fédérations représentant les acteurs de l'Éco-

système des installations multifonctionnelles. Mandater ces fédérations pour qu'elles jouent un rôle moteur dans les différents aspects et relevent les défis nécessaires à la réalisation de la transition énergétique et de la vague de rénovation.

✓ le gouvernement rende l'utilisation du BIM obligatoire pour les projets de construction publics ou les projets financés par des subventions publiques.

✓ le gouvernement simplifie les procédures de soumission numérique des permis et des documents.

4. LE « D » EN PLUS : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

Déjouer la guerre des talents

Trouver de nouveaux collaborateurs reste problématique pour 8 entreprises de construction et d'installation sur 10, non seulement pour des profils professionnels spécifiques, mais aussi pour les compétences générales dont le secteur a besoin. En outre, cette guerre des talents est associée à une (r)évolution de la composition des équipes et du marché du travail, qui est de plus en plus axé sur le numérique (analyse de données, réalité augmentée, cybersécurité, IA...) et exige des compétences sociales.

Le « vivier » des profils techniques est clairement vide et l'afflux en provenance des écoles est inadéquat et insuffisant. Le recrutement de jeunes talents est aujourd'hui l'un des plus grands défis pour l'ensemble

de l'Écosystème des installations multifonctionnelles (tant pour les installateurs que les fabricants, grossistes ou les entreprises actives dans la maintenance et la gestion de l'énergie). Les techniques ont beaucoup évolué et les jeunes n'en sont pas toujours informés à l'école.

Si nous pouvons montrer à ces jeunes l'importance de la numérisation et la manière dont nos nouvelles installations techniques contribuent à un avenir plus durable, les emplois techniques deviendront sans aucun doute plus attrayants. Nous devons également faire comprendre au grand public le rôle indéniable que jouent les emplois de notre secteur dans la société.

▶ DÉPLOYER DE LA MAIN D'ŒUVRE POUR LES NOUVEAUX EMPLOIS « VERTS »

PROPOSITION 8

La transition énergétique garantit la création de (nouveaux) emplois dans notre pays et c'est une excellente nouvelle ! Les nouvelles constructions durables, la vague de rénovation et la nécessité d'intégrer davantage d'énergies renouvelables dans notre bouquet énergétique créeront des opportunités d'emplois.

Les fabricants, les distributeurs, les installateurs et les entreprises actives dans la maintenance technique et la gestion énergétique du secteur de l'installation sont les principaux moteurs de la transition énergétique.

La disponibilité de l'énergie renouvelable ne signifie pas qu'elle peut être utilisée de manière transparente. Ce sont en fait les installations qui convertissent l'énergie disponible en applications pratiques dans divers bâtiments et contextes. Ce sont les acteurs de notre Écosystème qui conçoivent, produisent, distribuent et installent les installations multifonctionnelles permettant d'exploiter les énergies renouvelables. Mais s'ils sont confrontés à une pénurie structurelle

de main-d'œuvre qualifiée, cela aura inévitablement un impact majeur sur la vitesse à laquelle la transition énergétique pourra être mise en œuvre.

En plus d'une pénurie quantitative de personnes qualifiées sur le plan technique, il existe également une pénurie qualitative causée par la demande de compétences dans de nouvelles technologies conjuguées à des compétences sociales, à la polyvalence et à la flexibilité. L'enseignement technique souffre d'une sous-évaluation générale, d'une pénurie d'enseignants techniques et doit composer avec des infrastructures obsolètes.

La maîtrise de nouvelles techniques, technologies et compétences numériques est devenue fondamentale dans notre secteur, et la Belgique est le pays européen présentant l'écart le plus important entre les compétences requises et l'offre disponible. Les jeunes talents possédant ces compétences sont particulièrement recherchés et sont assurés de trouver un emploi après leurs études (parfois même avant).

NOUS PLAIDONS POUR QUE

✓ des campagnes de sensibilisation et des mesures de soutien continuent d'être lancées pour attirer les installateurs/techniciens qui sont indispensables à la réussite de la transition énergétique.

✓ une rationalisation des orientations techniques ait lieu : pas plus, mais mieux. Concrètement, nous voulons réduire la concurrence mutuelle entre les écoles qui proposent des orientations similaires. Pour ce faire, nous proposons de les faire collaborer, même si elles sont affiliées à des organisations faïtières différentes. L'objectif est d'augmenter le nombre d'élèves par orientation et d'améliorer ainsi la qualité de l'enseignement.

✓ la profession de professeur technique devienne plus attrayante. En améliorant la rémunération et en recentrant le contenu du travail sur l'essence du métier avec moins d'administration.

✓ la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie d'éducation et de formati-

on pour la transition énergétique, en donnant également aux fédérations professionnelles un rôle déterminant, soit renforcée.

✓ des ressources financières de la part du gouvernement soient données pour équiper les écoles de matériel moderne utilisé par les entreprises, en collaboration avec les fabricants et les distributeurs. De cette manière, les élèves peuvent être formés aux techniques les plus récentes.

✓ l'enseignement des STIM (sciences, technologies, ingénierie, mathématiques) soit promu dès la maternelle et l'école primaire, à la fois auprès des enfants et des parents.

✓ on cesse de considérer l'enseignement technique comme inférieur à l'enseignement général et qu'on arrête de cataloguer l'enseignement technique comme un « enseignement de niveau B ».





▶ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

PROPOSITION 9

Les emplois dans le secteur de l'installation évoluent également. Le travail d'installateur évolue vers un rôle de « conseiller global » qui aide les gens à naviguer dans le paysage énergétique pour trouver la solution la plus adaptée. Ainsi, des questions telles que « comment chauffer ma maison ? » ne seront plus abordées de manière isolée à l'avenir, mais plutôt dans le contexte global des installations multifonctionnelles.

En plus de ses compétences techniques et de ses « soft skills » de plus en plus importantes, l'installateur est clairement devenu un consultant en énergie. De plus, les compétences numériques et communicationnelles sont plus importantes que jamais.

NOUS PLAIDONS POUR QUE



la reconversion et le perfectionnement des employés soient soutenus dans le domaine de l'énergie et du climat pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des formations.



une attention particulière soit accordée à l'insertion latérale : attirer et requalifier des travailleurs (étrangers) et les rendre rapidement et durablement opérationnels en comblant les lacunes en matière de connaissances, en surmontant les différences (culturelles), etc.



des centres de formation proposant des formations techniques spécifiques ou des programmes de formation pour les employés déjà en poste mais désirant ou devant se requalifier soient créés.



on envisage de certifier les centres de formation ou académies déjà existants au sein de certaines entreprises afin qu'ils puissent délivrer des attestations tant pour leur propre personnel que pour des tiers.

▶ DÉCLINER L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AVEC LES BESOINS DES ENTREPRISES

PROPOSITION 10

Outre une pénurie quantitative de personnes techniquement qualifiées, il existe également une pénurie qualitative due à la demande de connaissances des nouvelles techniques combinées à des compétences sociales, à la polyvalence et à la flexibilité. Les entreprises d'installation ont donc tout intérêt à ce que l'enseignement soit de qualité, car c'est là que se forment les talents de demain. Une coopération renforcée est bénéfique pour tous !

Pour que la transition énergétique tant attendue réussisse, une transition doit également s'opérer dans l'enseignement technique. Il est essentiel que l'enseignement accélère son adaptation et fournisse une main-d'œuvre familiarisée avec la nouvelle réalité énergétique, par exemple les pompes à chaleur et autres installations sans énergie fossile. Il est nécessaire de relier davantage l'enseignement au marché du travail.

Pour faire en sorte que l'enseignement technique soit plus en phase avec les innovations dans le secteur des installations, nous croyons fermement aux projets scolaires innovants en coopération avec les partenaires et les entreprises de notre secteur. Nous pensons ici à nos organisations sectorielles nationales Volta (pour l'électricité) et Constructiv (pour le HVAC/S). Ces deux organisations ont fait de l'éducation leur pilier et promeuvent au quotidien nos beaux métiers de l'installation.

Techlink soutient pleinement l'apprentissage en alternance. Au cours de leur formation, les étudiants doivent être en contact avec la pratique quotidienne sur le terrain. Les enseignants doivent également être conscients de ce qui est réellement exigé des diplômés. Et cet échange n'est possible que par un contact intensif. À cet égard, l'apprentissage en alternance est un pas dans la bonne direction. Il permet d'initier les étudiants aux techniques spéciales, de leur donner une expérience pratique précieuse, de leur apprendre à travailler en groupe, etc.

L'apprentissage en alternance se porte généralement bien dans le secteur, mais n'atteint pas des sommets en termes de nombre d'inscriptions. Il existe également des possibilités d'apprentissage sur le lieu de travail, de formation professionnelle individuelle ou de stage en entreprise. Avec un soutien ciblé, les compétences sont transférables des professions à forte intensité de carbone vers les professions vertes : une reconversion réussie peut à la fois réduire le chômage dû aux pertes d'emploi dans les secteurs à forte intensité de carbone et fournir les compétences nécessaires aux secteurs verts.

Conjuguons apprentissage et innovation ! Cela permettra de mieux aligner l'éducation sur les besoins des entreprises et de rendre l'apprentissage plus attrayant. Une coopération étroite entre les entreprises et l'enseignement dans le cadre de partenariats public-privé peut y contribuer.

NOUS PLAIDONS POUR QUE



la formation technique et professionnelle soit réévaluée, améliorée et alignée sur les besoins des entreprises, ceux d'un monde énergétique en mutation. Impliquer les fédérations professionnelles en leur attribuant un rôle et des ressources financières pour définir le cahier des charges de l'enseignement en tant que représentants du monde des affaires, en traduisant leurs besoins (formations, apprentissage en alternance, stages, besoin en équipements et matériaux...)

CONCLUSION

En tant que fédération des différents acteurs de l'Écosystème des installations multifonctionnelles, Techlink relève le défi de la transition énergétique et nous nous engageons pleinement dans la vague de rénovation que ce processus sous-tend. Pour ce faire, nous nous concentrons sur la connaissance des nouvelles techniques et des nouveaux services. Nous nous efforçons également de renforcer la coopération, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre Écosystème.

La transition énergétique ne pourra jamais réussir sans l'engagement de notre Écosystème. Ensemble, nous veillons à ce que les nouvelles formes d'énergie soient converties efficacement en confort abordable grâce à nos installations multifonctionnelles.

Bien entendu, nous ne pouvons pas y parvenir seuls. Ce dont nous avons besoin en tant qu'Écosystème, mais aussi en tant que membres d'une même société, ce ne sont pas des mesures incohérentes à court terme, mais une politique énergétique audacieuse et ambitieuse, prête à faire la différence sur le long terme. Nous devons définir des lignes politiques claires, sou-

tenues par la société et alignées entre les différents niveaux politiques. La cohérence est nécessaire car les systèmes énergétiques des trois régions et les politiques énergétiques régionales et fédérales sont inextricablement liés. Ce n'est qu'à cette condition que les opportunités offertes par la transition énergétique pourront être pleinement exploitées.

En outre, nous demandons au gouvernement de montrer le bon exemple, en commençant par la rénovation de ses propres bâtiments. Mais également en imposant l'obligation d'utiliser des technologies numériques (comme le BIM) dans les marchés publics de bâtiments et de travaux d'infrastructure.

Outre un défi technique, la transition énergétique pose également un défi économique et social de taille. Comment s'assurer que la transition énergétique est réalisable et accessible financièrement pour tous ? Des mesures réfléchies et concrètes sont nécessaires. La collaboration entre les entreprises, le gouvernement et les écoles est cruciale et doit être cohérente à travers les fédérations et les régions.

LES 5 PROPOSITIONS PRIORITAIRES

1. Mise en place d'une fiscalité plus avantageuse pour le chauffage durable
2. Exemplarité du gouvernement en matière de verdissement de ses propres bâtiments et d'obligation d'énergie renouvelable dans les appels d'offres publics.
3. Publication d'une politique en faveur de solutions énergétiques durables avec des mesures coordonnées, et maintien des règles du jeu et des aides financières pendant la durée des accords.
4. Soutien financier aux consommateurs moins fortunés pour garantir l'accès à des solutions durables abordables nécessaires à la transition énergétique.
5. Publication d'un cadre politique avec des mesures claires pour accélérer le déploiement de l'électrification sur le marché privé et des infrastructures de recharge, en tenant compte des possibilités telles que le stockage de batteries et le V2G à travers les différentes instances gouvernementales.

NOS AUTRES PROPOSITIONS

1. Renforcer le rôle des fédérations professionnelles dans la transition énergétique et allouer pour ce faire des ressources financières supplémentaires par le gouvernement. Leurs tâches incluent entre autres :
 - a. la détermination de la stratégie d'éducation et de formation, la création d'un cahier des charges (formations, apprentissage en alternance, stages, besoin en équipements, ...);
 - b. la formation d'un groupe de travail pour élaborer des recommandations sur des solutions énergétiques durables et efficaces;
 - c. la recherche de mesures de transition réalisables pour les appareils de chauffage électrique accumulatif encore largement présents.
 - d. la détermination du déploiement futur de la mobilité électrique et des infrastructures de recharge à grande échelle.
2. Augmenter la limite privée d'injection d'électricité de 10 kVA à 25 kVA
3. Élaborer un plan concret pour introduire des communautés énergétiques et le partage d'énergie dans divers environnements (quartiers, appartements...) avec des avantages pour toutes les parties.
4. Développer des incitants pour les entreprises afin d'accélérer la transition de leur flotte de véhicules vers des véhicules électriques, potentiellement via des achats groupés.
5. Élaborer un plan d'action pour la transition du chauffage par accumulateurs vers des solutions abordables et durables utilisant des sources d'énergie renouvelables.
6. Travailler sur un plan concret pour l'introduction et la connexion aux réseaux de chaleur et simplifier la politique de permis à cet effet.
7. Encourager les entreprises d'installation technique à investir dans les technologies numériques et leur proposer des incitants financiers sous forme d'avantages fiscaux, de subventions ou de prêts à faible taux d'intérêt. Faciliter les projets de recherche et d'innovation en collaboration avec les universités et les instituts de recherche.
8. Obliger le gouvernement à utiliser des techniques numériques telles que le BIM dans les projets de construction publique ou les projets financés par des subventions gouvernementales.
9. Continuer à initier / soutenir des campagnes de sensibilisation et des mesures de soutien pour attirer les profils techniques nécessaires à la réussite de la transition énergétique.
10. Renforcer la collaboration entre tous les niveaux de pouvoir pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie d'enseignement et de formation pour la transition énergétique, et mettre fin à la concurrence entre les écoles voisines offrant des filières similaires même si elles dépendent de différents réseaux. Promouvoir l'enseignement des STIM dès la maternelle et arrêter de classer l'enseignement technique comme un « enseignement de niveau B ». Rendre la profession d'enseignant technique plus attrayante.
11. Fournir des ressources financières pour équiper les écoles avec des infrastructures modernes en partenariat avec les fabricants et les distributeurs.
12. Établir des centres de formation offrant des formations techniques spécifiques ou des programmes de formation pour les travailleurs déjà en poste mais désireux ou devant se requalifier. Étudier la possibilité de certifier les centres de formation ou les académies déjà existants dans certaines entreprises afin qu'ils puissent délivrer des certifications à la fois pour leur personnel et pour des tiers.

SOURCES

1. LINK2030: Vision d'avenir de l'écosystème des installations multifonctionnelles.
2. <https://www.techlink.be/fr/magazine>
3. <https://www.buildwise.be/fr/publications/innovation-papers/40/>
4. <https://www.lalibre.be/economie/mes-finances/2024/02/15/pres-dun-belge-sur-deux-est-pret-a-sinstaller-plus-loin-pour-un-logement-durable-N3SMHKXS6BB2RKYQUTVY6BGPYU/>
5. McKinsey Sustainability – Net zero or growth? How Belgium can have both. June 20,2023 Report.
6. Advies SERV Vlaams Energie-en Klimaatplan 2021-2030.
7. Green Deal européen - Stratégie et politique - Priorités - Commission européenne.
8. White Book Energy Transition Congress, 22 september 2022.
9. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
10. « L'électromobilité : une opportunité pour l'installateur », l'édition de mai 2023 (pages 18-20), Power+.
11. Implications of the climate transition on employment, skills and training in Belgium – Final Report – Federal Public Service Health, Food Chain Safety and Environment.
12. <https://embuild.be/fr/8-entreprises-de-construction-et-d%E2%80%99installation-sur-10-ont-des-difficult%C3%A9s-%C3%A0-trouver-de-nouveaux>
13. <https://climat.be/actualites/2023/rapport-federal-sur-l-incidence-de-la-transition-climatique-sur-le-marche-du-travail>
14. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/strategic-planning/strategic-foresight/2022-strategic-foresight-report_en



Techlink

Linking techniques

Techlink

Excelsiorlaan, 91 - 1930 Zaventem

+32 2 896 96 10

communication@techlink.be - www.techlink.be